

ÉDITORIAL NATHALIE BAMPS

Un filtre à l'entrée des études de médecine

La loi du moindre mal

On ne reviendra pas sur la pertinence qu'il y avait, ou non, à filtrer, dès leur sortie de rhéto, les élèves candidats en médecine. On sait que le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt a été acculé par la ministre fédérale de la Santé Maggie De Block, reine mère des quotas de numéros Inami destinés à réguler l'offre médicale. Puisque ces quotas fédéraux ont été imposés (à tort ou à raison, là n'est pas la question ici), il n'y avait plus le choix, il fallait agir.

Agir aussi, à partir du moment où les étudiants eux-mêmes ont sabordé l'épreuve de fin de 1^{ère} bac, avec l'aide du Conseil d'Etat. Un examen qui était pourtant plus égalitaire, car il laissait quelques mois aux étudiants pour se mettre à niveau et tenter de réussir le concours... Le mal est fait.

Cet examen d'entrée, il doit donc être vu comme un moyen de prévenir plutôt que de guérir.

Et donc, Marcourt n'avait plus d'autre choix pour éviter que des centaines d'étudiants ne se voient claquer la porte au nez après six années passées à disséquer, avaler des milliers de pages de syllabus, y laisser leur sommeil, leur vie privée parfois, pour accéder au Graal du serment d'Hippocrate.

Cet examen d'entrée doit donc être vu comme le moyen de prévenir plutôt que de guérir ce mal qui pouvait toucher les 500 à 700 étudiants qui terminent leur 1^{er} cycle en médecine.

Mais son organisation pose encore question. Rédigé en urgence, l'avant-projet de Marcourt a calé en Conseil des ministres. Il avait été décidé de ne pas centraliser l'examen pour 2017, et de ne pas organiser deux sessions. Mauvais choix. Le premier parce qu'il laissait la porte ouverte à de nouveaux recours. Le second aurait été exactement ce que beaucoup dénoncent: une guillotine qui couperait la tête des étudiants au pire moment, juste avant la rentrée universitaire, en ne leur laissant que

quelques jours pour se réorienter. Et surtout, en ne laissant aucune chance de se rattraper à des jeunes âgés d'à peine 17 ou 18 ans, issus d'un enseignement secondaire terriblement inégalitaire.

Ce faux départ est donc une bonne chose. Il laisse la possibilité de corriger les erreurs de jeunesse du texte. Alors, faisons-le (mais vite quand même).